



Les Services publics, notre bien commun Toutes et tous en grève le 22 mars pour des Services publics partout pour tous

Partout en France, se développent de nombreuses luttes pour la conquête et le développement de services publics, axés sur des valeurs d'égalité, de démocratie, de solidarité, de développement humain durable et de progrès social, écologique et numérique.

La CGT entend faire partager et met en débat les enjeux de financement et d'investissement publics, de transition énergétique, de transports, de santé, de droits et garanties de tous les salarié(e)s, de développement du statut des fonctionnaires et de tous les statuts particuliers dans le cadre d'un nouveau statut du travail salarié.

Les politiques libérales mènent une offensive sans précédent contre les services publics et libéralisent l'ensemble d'entre eux. Pas un n'y échappe, que ce soit :

- le secteur de la santé et du médico-social, où le résultat est catastrophique, pas assez de lits pour accueillir les patients, des services entiers qui ferment, des patients obligés d'attendre de longs mois pour obtenir un rendez-vous de scanner, d'IRM, de consultation, et des factures qui s'allongent ne permettant plus à un grand nombre de la population d'accéder aux soins !
- dans le ferroviaire, le rapport dit Spinetta annonce l'ouverture à la concurrence, choix politique désastreux qui va coûter plus cher aux usagers et aux collectivités territoriales et qui va entraîner des fermetures de lignes pourtant indispensables aux territoires.
- dans l'énergie, la fermeture et le sous-investissement dans les outils de production d'électricité, génèrent des situations tendues dans les réseaux, l'ouverture à la concurrence provoque des augmentations tarifaires. Et pourtant, 9 millions de personnes sont en précarité énergétique !
- dans la défense, le rapport « Chabbert » prône un changement de statut des Ateliers Industriels Aéronautique alors que celui-ci, en compte de commerce, est un rempart au monopole des industriels privés et donc à la financiarisation de la maintenance aéronautique militaire. Une offensive à la paix et au désarmement que nous défendons à la CGT !

Pas un seul service public n'échappe à cette gabegie :
l'Éducation, la Culture, le Logement, les Finances publiques,
La Poste, les Institutions territoriales de proximité, ...

Des usagers qui ont de moins en moins de réponses aux besoins, des salarié(e)s qui souffrent du mal travail : les réductions budgétaires qui s'accroissent d'année en année induisent des dégradations des conditions de travail du fait du manque d'effectif récurrent.

Les maladies professionnelles et les accidents de travail explosent, les salaires ne sont plus revalorisés depuis plus de 6 ans pour les fonctionnaires, les qualifications sont de moins en moins reconnues, les personnels contractuels sont la variable d'ajustement.

Le jeu du Gouvernement est d'opposer les travailleurs entre eux, comme la campagne scandaleuse qui est menée à l'encontre des cheminots en les traitant de nantis, de privilégiés !

Le même traitement est appliqué aux fonctionnaires !

Il n'y a pas de salarié(e)s nantis, les nantis sont plutôt à regarder du côté des 140 PDG reçus à Versailles par Macron ! Pour rappel, ils reçoivent 200 MD d'aides par an dont la plus grosse partie est redistribuée aux actionnaires.

Pour la CGT, d'autres choix sont possibles, mobilisons-nous pour :

- des services publics **de haut niveau** qui sont des outils qui prévalent l'intérêt général sur les intérêts particuliers
- des emplois **qualifiés sous statut** avec des **garanties collectives, progressives**, de haut niveau tout au long de sa carrière pour tous/toutes
- de la **formation initiale et continue** tout au long de sa carrière
- des **augmentations de salaire** avec un salaire qui au moins double entre l'entrée dans la vie professionnelle et la retraite (le SMIC à 1800€ brut)
- un temps de travail de **32h par semaine**, vecteur de création d'emplois et de mieux-vivre
- un départ à la retraite à **60 ans** avec la reconnaissance de la pénibilité

Cette lutte concerne tous les secteurs car pour la CGT il ne peut y avoir d'industrie sans service public et inversement car l'emploi et les activités industrielles participent à dégager des sources de financement des services et politiques publiques, et les services publics sont un facteur essentiel de localisation industrielle.

**Le jeudi 22 mars grève et manifestation à Bordeaux
Rassemblement Place de la République à 13h30**